

La « GUD connection » poursuit son business avec le RN au Parlement européen

Alors que les dirigeants du Rassemblement national ont officiellement pris leurs distances avec la galaxie de sociétés d'anciens militants du Groupe union défense, plusieurs entreprises de ce réseau travaillent encore, selon nos informations, comme prestataires du groupe du RN au Parlement européen.

[Marine Turchi](#)

30 juin 2025 à 13h46

AuAu Rassemblement national, la « GUD connection » n'est jamais loin. Quoi qu'en disent Marine Le Pen et Jordan Bardella. Selon nos informations, trois sociétés liées, directement ou indirectement, à cette galaxie d'entreprises fondées par d'anciens militants du Groupe union défense (GUD) ont bénéficié, au Parlement européen, de 323 261 euros durant le premier semestre de la nouvelle mandature européenne.

Sous le précédent mandat, les sociétés de ce réseau d'amis avaient empoché plus de 3 millions d'euros entre 2019 et 2023 grâce au groupe du RN au Parlement européen, comme Mediapart l'avait révélé.

Chaque année, les groupes politiques européens doivent communiquer les montants dépensés auprès de leurs prestataires. L'administration du Parlement publie ensuite la liste des sociétés pour lesquelles le marché dépasse les 15 000 euros. La dernière liste, portant sur les cinq premiers mois de la nouvelle mandature (du 16 juillet au 31 décembre 2024), montre que la « GUD connection » est toujours présente parmi les prestataires principaux des Patriotes (le groupe du RN au Parlement).



Le député européen d'extrême droite Jordan Bardella au Parlement européen, Strasbourg, le 2 avril 2025. © Photo Mathieu Cugnot / European Union

En tête, on trouve la société e-Politic – le prestataire communication numéro un du RN et de ses élu·es en France et au Parlement européen. Cette agence de communication, qui pilote notamment les réseaux sociaux et la newsletter du groupe, compte parmi les trois prestataires principaux des Patriotes : elle a déjà empoché 146 444 euros au deuxième semestre 2024.

Créée en 2014, la société a été détenue jusqu'en fin 2023 par le tandem Frédéric Chatillon-Axel Loustau, ces vieux amis de faculté de Marine Le Pen, anciens militants du GUD depuis reconvertis en chefs d'entreprise mais aux idées inchangées. E-Politic a été confiée depuis à l'un de leurs très proches amis, Paul-Alexandre Martin, et elle a rejoint, en janvier 2024, le QG des sociétés de la « GUD connection », rue des Vignes, dans le XVI^e arrondissement de Paris.

Une autre entreprise de ce réseau, Citadelle, domiciliée à Versailles, a capté 22 515 euros. Derrière ce prestataire vidéo se trouve un ami de trente ans de Frédéric Chatillon et Axel Loustau : Christophe Boucher. Depuis une dizaine d'années, il réalise des vidéos ou des retransmissions de meetings pour le parti d'extrême droite. Ses sociétés ont d'abord travaillé comme sous-traitantes d'autres entreprises prestataires du RN au Parlement européen, avant d'apparaître directement.

Ce quinquagénaire avait déjà été associé à l'ancien chef du GUD en 2003, lors de la création de la revue *Sentinel*, qui décryptait les « *menaces contemporaines* », puis en 2013 [dans Stream on fire](#), une société de captation vidéo d'événements travaillant avec le Front national.

Enfin, une troisième société, Roto Presse du Centre, filiale du groupe Imprimatur, a récupéré 154 302 euros de contrats d'impression pour le deuxième semestre 2024. Cette société n'a pas été fondée par un ancien « gudard », mais par la famille Tauran, historiquement liée au parti (le père, Jacques Tauran, un vieil ami de Jean-Marie Le Pen, fut à la fois eurodéputé FN et un imprimeur et financier du parti ; son fils, Jean-Philippe Tauran, a pris sa suite). Mais elle a déjà fait travailler Frédéric Chatillon comme intermédiaire ces dernières années.

L'omniprésent Frédéric Chatillon

La « GUD connection » a rapidement compris la manne financière que représentaient le Parlement européen et ses enveloppes de fonds publics dédiées à la communication des élu·es. Dès 2014 et l'élection de vingt-quatre eurodéputé·es frontistes, Frédéric Chatillon a pleinement investi Strasbourg et Bruxelles avec ses sociétés.

Et depuis qu'il a officiellement été mis à l'écart des campagnes du RN – après sa condamnation en 2020 dans l'affaire du financement des campagnes législatives 2012 du Front national –, l'ancien chef du GUD a recentré son intérêt sur le Parlement européen, où le parti a fait élire en 2024 pas moins de 81 eurodéputé·es.

Marine Le Pen comme Jordan Bardella ont toujours minimisé son rôle, le décrivant comme l'un des « *prestataires de service* » du parti (2012), un simple « *actionnaire minoritaire de*

prestataire » (2023), ou encore « *un prestataire de [leur] groupe au Parlement européen* » (2024).

Dans les faits, Frédéric Chatillon a été bien plus que cela. Cet ami de longue date de Marine Le Pen a accompagné son ascension à la tête du parti en 2011, puis est devenu le chef d'orchestre de la communication de ses campagnes avec sa société Riwal, ou à titre personnel comme « *coordinateur technique du print et du web* ».

Lorsque la benjamine Le Pen a succédé à son père en 2011, elle a rapidement réuni les imprimeurs du parti au siège du Front national, en présence de Frédéric Chatillon, pour leur expliquer que l'ancien goudard, qui avait jusqu'à présent uniquement travaillé sur la maquette des journaux du parti, serait désormais l'unique interlocuteur pour tout ce qui concerne la propagande frontiste. Sa société Riwal allait tout centraliser, et les imprimeurs traditionnels du parti seraient désormais de simples sous-traitants.

« *On n'a pas eu trop le choix, c'était à prendre ou à laisser* », nous avait relaté en 2016 Jean-Philippe Tauran, PDG d'Imprimatur. Ce jour-là, c'est la première fois que Tauran rencontrait Chatillon. Après cela, les deux hommes ont travaillé en bonne entente pour se partager le marché de la propagande électorale du RN, les sociétés de Jean-Philippe Tauran officiant parfois comme sous-traitantes de Riwal.

Prise de distances ?

Le patron d'Imprimatur a su se montrer arrangeant à d'autres occasions avec le parti. Comme en 2013, lorsqu'il a employé un ami du député Louis Aliot, alors candidat à la mairie de Perpignan, ainsi que l'avait révélé [Mediapart](#). De son côté, Frédéric Chatillon, exilé à Rome depuis sa mise en examen dans l'affaire du financement des campagnes 2012 du Front national, a été contraint de poursuivre son travail plus discrètement après [sa condamnation](#) en 2020 pour « *escroquerie* », « *abus de biens sociaux* » et « *blanchiment* » dans ce dossier.

Depuis, le groupe Imprimatur est redevenu l'imprimeur principal du RN. Mais Frédéric Chatillon n'a pas disparu pour autant. En 2021, la société de Jean-Philippe Tauran a salarié l'ancien goudard comme « *coordinateur de l'impression de documents de campagne du parti* » lors des élections régionales, comme l'a dévoilé [Libération](#). Il lui arrivait d'ailleurs de signer les mails « *Frédéric Chatillon pour Imprimatur* » et il gérait l'adresse e-mail « *elections-regionales@i-imprimatur.fr* ».

Un cadre de la dernière campagne présidentielle du RN avait affirmé au [Monde](#) que Frédéric Chatillon avait continué en 2022 d'être l'intermédiaire entre le parti et son imprimeur, Roto Presse du Centre, supervisant notamment la fourniture du papier, parfois en lien direct avec la candidate Marine Le Pen. Jordan Bardella avait démenti toute implication de Frédéric Chatillon dans cette campagne.

À lire aussi

[Le RN a permis à la « GUD connection » de toucher plus de 3 millions d'euros au Parlement européen](#)

1 juillet 2024

Le vieil ami de Marine Le Pen a conservé d'autres liens financiers avec le RN : comme coactionnaire du prestataire e-Politic, et comme bénéficiaire et [gérant de fait](#) d'Unanime, société d'imprimerie officiellement détenue par sa femme, Sighild Blanc, qui assurait pour le groupe et la délégation RN au Parlement européen la gestion des réseaux sociaux, vidéos et newsletters, ainsi que l'impression de livrets thématiques et de la revue mensuelle *Vu d'Europe*.

Mais en 2023, la situation est devenue encore plus délicate pour l'ancien chef du GUD. Après son soutien à la traditionnelle manifestation néofasciste annuelle à Paris (aux côtés de son ami Axel Loustau), en mai 2023, Marine Le Pen a été [contrainte de prendre ses distances](#) : « Si Frédéric Chatillon souhaite participer à une manifestation de cette nature, j'en tirerai, moi, les conséquences à titre personnel. À un moment donné, stop », avait-elle réagi dans [Le Monde](#).

« Axel Loustau n'a plus de relations commerciales avec notre mouvement depuis 2017. Frédéric Chatillon, vous le savez, a quitté la France : il vit et travaille à Rome. Qu'est-ce que vous nous reprochez dans cette affaire ? », s'était de son côté défendu Jordan Bardella sur France Inter. Quelques jours plus tard, sur [France Info](#), il avait affirmé que les deux gudards n'étaient aujourd'hui ni « membres » ni « cadres ou élus du Rassemblement national », et avait annoncé qu'il avait « pris la décision de réinternaliser un certain nombre de missions ».

Le président du RN – qui fut en couple en 2017-2018 avec l'une des filles de Frédéric Chatillon – n'aime pas qu'on le questionne sur la « GUD connection ». En novembre 2022, interrogé [par Mediapart](#) sur les prestations des sociétés des gudards, il avait botté en touche :

Fin 2023, à nouveau questionné par France Info, il s'était agacé, qualifiant la journaliste de « juge » et ajoutant : « On passe de problématiques absolument essentielles pour la vie des gens aux actionnaires des prestataires du Rassemblement national. »

La sortie de l'actionnariat d'e-Politic d'Axel Loustau et Frédéric Chatillon fin 2023 a permis aux dirigeants du RN d'éviter les questions gênantes des journalistes, même si la structure reste aux mains d'une de leurs amis.

Dans le même temps cependant, Frédéric Chatillon avait repris en main Unanime, via le groupe Edda, une société italienne qu'il détenait à 79 %. Mais le contrat d'Unanime avec le groupe RN au Parlement européen, qui prenait fin en juin 2024, n'a pas été renouvelé. Le groupe a en effet décidé, pour cette nouvelle mandature, de faire appel à la société de Jean-Philippe Tauran. À nouveau avec Frédéric Chatillon comme intermédiaire ? Questionné par Mediapart, l'intéressé n'a pour l'instant pas répondu, pas plus que Jean-Philippe Tauran ou Jordan Bardella.

Ironie du sort, après la dissolution de l'Assemblée nationale, en juin 2024, le président du RN avait promis que s'il accédait à Matignon, il dissoudrait « toutes les organisations d'ultra-gauche et d'ultra-droite », dont le Groupe union défense (GUD).

[Marine Turchi](#)